

**ACCORD DE PARTENARIAT
ENTRE
LE BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LES SERVICES D'APPUI AUX
PROJETS,
[nom du partenaire 1]
ET
[nom du partenaire 2]**

Le présent Accord de partenariat (« Accord ») est conclu entre le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (ci-après dénommé « UNOPS »), [nom du partenaire 1] et [nom du partenaire 2]. L'UNOPS, [nom du partenaire 1] et [nom du partenaire 2] sont ci-après dénommés individuellement une « Partie » et collectivement les « Parties » ou, si l'UNOPS n'est pas inclus, les « Partenaires ».

CONSIDÉRANT QUE l'UNOPS est un organe subsidiaire créé par la décision 48/501 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 19 septembre 1994 en tant que ressource centrale du système des Nations Unies en matière de services d'achats, de gestion de contrats et d'autres activités de renforcement des capacités, ainsi que pour son rôle dans la prestation de services efficaces et économiques aux partenaires dans ses domaines d'expertise ;

CONSIDÉRANT QUE l'UNOPS a sollicité des réponses à une demande de proposition (ci-après dénommée « Demande ») aux fins de [inscrire la description des activités] (ci-après dénommées « Services ») et que [nom du partenaire 1] et [nom du partenaire 2] ont répondu à la demande de proposition en soumettant la proposition figurant à l'Annexe XYZ ;

CONSIDÉRANT QUE l'UNOPS signera un Accord de subvention/Accord de coopération au titre d'un projet/Accord relatif au transfert de contributions d'un organisme des Nations Unies à un autre avec [nom du partenaire 1] et un Accord de subvention/Accord de coopération au titre d'un projet/Accord relatif au transfert de contributions d'un organisme des Nations Unies à un autre avec [nom du partenaire 2] afin de mieux définir les rôles et obligations de l'UNOPS et des Partenaires.

CONSIDÉRANT QUE le Sommet mondial sur l'action humanitaire s'est engagé en faveur d'une nouvelle façon de travailler qui appelle les parties prenantes de l'aide humanitaire et du développement, les gouvernements, les organisations non gouvernementales (ONG) et les acteurs du secteur privé à collaborer, selon leurs avantages comparatifs, en vue d'atteindre des « résultats collectifs », les Parties reconnaissent que leurs activités respectives couvrent des domaines d'intérêt commun pour lesquels une collaboration plus étroite sous la forme d'un partenariat entre l'UNOPS et les Partenaires serait avantageuse pour tous et permettrait d'accroître la capacité de chaque Partie à s'acquitter de son mandat, de son rôle et de sa fonction ;

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

Article I

Objectif de l'Accord

1.1 L'objectif du présent Accord est de fournir un cadre de coopération et de faciliter la collaboration entre les Parties, sur une base non exclusive, dans des domaines d'intérêt commun.

Article II

Rôles des Parties et mise en œuvre de l'Accord

2.1 Afin de mettre en œuvre les activités spécifiques envisagées dans le cadre du présent Accord, l'UNOPS et les Partenaires concluent des accords écrits spécifiques et distincts prenant la forme d'Accords de subvention/Accords de coopération au titre d'un projet/Accords relatifs au transfert de contributions d'un organisme des Nations Unies à un autre. Ces accords doivent respecter les règlements, règles et procédures de l'UNOPS qui s'appliquent. Ils doivent préciser les coûts et les dépenses relatifs aux activités et leur prise en charge par les Parties. Les accords spécifiques doivent aussi comporter une disposition intégrant par référence le présent Accord, qui est applicable aux accords spécifiques et aux projets financés par ces derniers.

2.2 Chacune des Parties prend en charge ses propres coûts liés à l'accord de subvention qu'elle a signé avec l'UNOPS et à toutes les transactions visées par les présentes, y compris les coûts des activités de relations publiques en rapport avec leur collaboration, sauf disposition contraire dans un accord spécifique conclu en vertu du présent Accord.

2.3 Aucune des Parties ne peut être un mandataire, un représentant ou un co-partenaire de l'autre Partie. Aucune des Parties n'a expressément ou implicitement le droit ou le pouvoir d'assumer ou de créer des obligations pour le compte ou au nom de l'autre Partie, ni de lier ou de conclure un contrat, un accord, ou un engagement pour le compte de l'autre Partie. Chaque Partie assume toute la responsabilité de l'exécution de tous les paiements qui lui incombent, conformément au présent Accord et aux accords de partage des coûts conclus en vertu du présent Accord.

2.4 Chaque Partie est responsable de ses actes et omissions dans le cadre du présent Accord et de sa mise en œuvre, sauf dans les cas prévus par tout accord ultérieur relevant du présent Accord.

2.5 Nonobstant le paragraphe 2.3 ci-dessus, les Parties conviennent, comme cela est défini plus en détail dans les accords ultérieurs qui relèvent du présent Accord, que [nom du partenaire 1] et [nom du partenaire 2] sont solidairement responsables de l'ensemble des obligations, livrables et résultats/produits attendus définis dans le présent Accord et relatifs à la proposition conjointe en Annexe XYZ et qu'ils se reconnaissent comme tels, comme condition de la conclusion par l'UNOPS du présent Accord avec les Partenaires.

2.6 Le présent Accord ne constitue pas le moyen exclusif pour l'UNOPS, [nom du partenaire 1] et [nom du partenaire 2] de s'engager mutuellement dans des activités, projets et autres arrangements. Les accords distincts qui ne font pas spécifiquement référence au présent Accord seront régis uniquement par les conditions qui y sont énoncées.

Article III

Consultation et échange d'informations

3.1 Les Parties doivent périodiquement se tenir informées et se consulter sur les questions d'intérêt commun qui sont susceptibles selon elles de déboucher sur une collaboration.

3.2 La consultation et l'échange d'informations et de documents dans le cadre du présent Accord ne portent pas préjudice aux arrangements qui peuvent être requis pour préserver le caractère confidentiel et restreint de certaines informations et de certains documents. Ces arrangements restent en vigueur après la résiliation du présent Accord et de tout accord signé par les Parties dans le cadre de cette collaboration.

Article IV

Divulgarion d'informations entre les Parties

4.1 Chaque Partie peut divulguer à l'autre certaines informations exclusives et confidentielles, à l'exclusion de toute information exclusive ou confidentielle appartenant à un tiers.

4.2 Chaque Partie s'engage à assurer la confidentialité des informations de l'autre Partie, en appliquant au minimum le même degré de diligence que celui qu'elle applique pour préserver ses propres secrets d'affaires ou informations confidentielles et exclusives, en appliquant toujours au minimum un degré raisonnable de diligence.

4.3 Chaque Partie accepte que l'autre Partie ne soit tenue à aucune obligation au titre des dispositions du présent Article 4 en ce qui concerne toute information qui :

4.3.1 Est actuellement ou devient publiquement accessible, sauf si cela est dû à une violation du présent Accord ;

4.3.2 Est divulguée à la Partie destinataire par un tiers dont la Partie destinataire a des motifs raisonnables de croire qu'il est légalement en droit de divulguer cette information ;

4.3.3 Est connue par la Partie destinataire avant que cette dernière ne reçoive l'information sans aucune obligation de confidentialité à son égard ;

4.3.4 Est divulguée avec le consentement écrit de la Partie ; ou

4.3.5 Est divulguée par la Partie divulgatrice à un tiers sans les mêmes restrictions ou des restrictions similaires à celles énoncées dans le présent Accord.

4.4 La Partie destinataire doit limiter l'accès à toute information reçue de la Partie divulgatrice aux seuls membres du personnel de la Partie destinataire qui ont besoin de cet accès pour mettre en œuvre le présent Accord.

4.5 La Partie divulgatrice conserve la propriété de tous les supports employés pour divulguer les informations, tels que les documents écrits, fournis en application du présent Accord, et de toutes leurs copies. Hormis pour les besoins de la mise en œuvre du présent Accord, la Partie destinataire ne doit copier ou reproduire, dans son intégralité ou en partie, aucune information et ne doit pas résumer ou extraire des informations sans l'autorisation écrite de la Partie divulgatrice.

4.6 Les informations seront utilisées par la Partie destinataire uniquement aux fins de l'exécution de ses obligations en vertu du présent Accord et de tout accord spécifique conclu en vertu du présent Accord. Sans limiter la portée de la phrase précédente, aucune information divulguée en vertu du présent Accord ne doit être utilisée par la Partie destinataire pour inventer, créer, modifier, adapter ou fabriquer du matériel, des logiciels ou d'autres produits ou services qui feraient ou pourraient faire concurrence ou être utilisés à la place du matériel, des logiciels ou d'autres produits ou services de la Partie divulgatrice.

4.7 Sauf disposition expresse du présent Accord ou de tout autre accord écrit ultérieur, la Partie divulgatrice n'accorde aucune licence, aucun droit ou intérêt à la Partie destinataire au titre des droits d'auteur, brevets, marques, secrets d'affaires ou autres droits de propriété de la Partie divulgatrice en raison de la divulgation des informations.

4.8 À la résiliation du présent Accord ou à la demande écrite de la Partie divulgatrice, la Partie destinataire doit restituer ou détruire sans délai toutes les informations tangibles de la Partie divulgatrice et leurs copies, mais elle peut conserver une copie de ces informations en tant que documents de travail, conformément aux normes professionnelles qui s'appliquent.

Article V

Propriété intellectuelle

5.1 Les droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété sur les plans, dessins, spécifications, conceptions, rapports, autres documents, découvertes et données (les « Matériels ») appartiennent à la Partie qui les a créés ou préparés. Toutefois, les Partenaires doivent agir de manière à ce que l'UNOPS et la source de financement conservent le droit d'utiliser gratuitement les résultats de l'activité, notamment les rapports et autres documents s'y rapportant, qui sont soumis à des droits de propriété industrielle ou intellectuelle.

Article VI

Responsabilités

6.1 À l'exception de ce qui est énoncé au paragraphe 2.5 ci-dessus, l'UNOPS et les Partenaires, leurs affiliés, mandataires ou sous-traitants, ou leurs partenaires, dirigeants ou autres membres du personnel, ne peuvent en aucun cas être tenus responsables de dommages, coûts, dépenses ou pertes consécutifs, spéciaux, indirects, accessoires, punitifs ou exemplaires (y compris, sans s'y limiter, les manques à gagner et les coûts d'opportunité), ni être tenus responsables pour toute réclamation ou demande adressée à l'autre par un tiers. Les dispositions du présent Article s'appliquent quelle que soit la nature de l'action, du dommage, de la réclamation, de la responsabilité, du coût, de la dépense ou de la perte, qu'il s'agisse d'un contrat, d'une loi, d'un délit (y compris, sans s'y limiter, la négligence) ou autre.

6.2 Le présent Article ne sera pas influencé par la résiliation du présent Accord et restera applicable après celle-ci.

Article VII

Durée, résiliation, modification

7.1 La coopération envisagée dans le cadre du présent Accord est non exclusive et sa durée est alignée sur les Accords de subvention signés avec chaque Partenaire, sauf résiliation anticipée par l'UNOPS moyennant un préavis écrit de 14 jours adressé aux Partenaires. Les Parties peuvent convenir de prolonger le présent Accord par écrit.

7.2 Étant donné que le présent Accord et tous les accords ultérieurs relevant du présent Accord sont liés, en cas de résiliation ou d'expiration du présent Accord, tout accord spécifique conclu en vertu du présent Accord peut également être résilié conformément aux conditions de résiliation prévues dans ces accords spécifiques. En cas de résiliation ou d'expiration d'un accord spécifique conclu en vertu du présent Accord, le présent Accord peut être résilié conformément à ses conditions de résiliation, spécifiées ci-dessus. Dans les deux cas, les Parties prennent les mesures nécessaires pour s'assurer que les activités menées dans le cadre du présent Accord et des accords spécifiques soient menées à terme rapidement et en bon ordre.

7.3 Dans l'éventualité de problèmes liés à la bonne exécution des activités par l'un ou l'autre des Partenaires, l'UNOPS peut, à son entière discrétion, décider de résilier l'Accord de subvention/Accord relatif au transfert de contributions d'un organisme des Nations Unies à un autre/Accord de coopération au titre d'un projet qui relève du présent Accord conclu avec le Partenaire défaillant, tout en maintenant les obligations contractuelles avec le Partenaire qui exécute les activités. Dans ce cas, le présent Accord est résilié et le Partenaire qui donne satisfaction n'est plus partie prenante que dans le cadre de son Accord de subvention/Accord de coopération au titre d'un projet/Accord relatif au transfert de contributions d'un organisme des Nations Unies à un autre.

7.4 Le présent Accord ne peut être modifié que par accord écrit des Parties.

Article VIII

Avis et adresses

8.1 Tout avis ou demande devant ou pouvant être donné ou formulé au titre du présent Accord doit être présenté par écrit. Cet avis ou demande sera considéré comme ayant été dûment transmis ou formulé lorsqu'il aura été remis en main propre, par courrier recommandé, service de messagerie de 24 heures, télex ou câble à la Partie à laquelle il doit être donné ou expédié à l'adresse indiquée ci-dessous ou à toute autre adresse qui sera communiquée ultérieurement.

Pour l'UNOPS :
[Nom]
[Adresse]
[Adresse]
[Adresse]
[Adresse]

Pour **NOM DU PARTENAIRE 1** :
[Nom]
[Adresse]
[Adresse]
[Adresse]
[Adresse]

Pour **NOM DU PARTENAIRE 2** :
[Nom]
[Adresse]
[Adresse]
[Adresse]
[Adresse]

Article IX

Règlement des litiges

9.1 Tout litige ou réclamation découlant ou relevant du présent Accord ou toute infraction à celui-ci, qui a des effets sur l'ensemble des Parties, doit être réglé par des négociations à l'amiable.

Entre l'UNOPS et l'un ou l'autre des Partenaires qui sont des entités non gouvernementales n'appartenant pas aux Nations Unies :

9.2 À moins d'être réglé par voie de négociation directe entre les Parties, tout litige ou réclamation découlant ou relevant du présent Accord ou toute infraction à celui-ci doit être réglé conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI en vigueur. Si, dans le cadre des négociations directes susmentionnées, les Parties désirent le règlement à l'amiable du

différend, du litige ou de la réclamation par voie de procédure de conciliation, la procédure de conciliation doit être conforme au Règlement de conciliation de la CNUDCI en vigueur. Les Parties seront liées par la décision rendue dans le cadre de la procédure d'arbitrage, laquelle sera considérée comme la décision finale à l'égard du litige ou de la réclamation. Le présent Accord et tout litige en découlant sont régis exclusivement par les principes généraux du droit, à l'exclusion de tout système de droit national particulier.

9.3 Tout litige ou réclamation découlant ou relevant du présent Accord ou toute infraction à celui-ci, qui ne concerne que les Partenaires, doit être réglé conformément à la disposition relative à la résolution des litiges figurant dans le Formulaire de candidature conjointe des partenaires¹ signé par les Partenaires et annexé au présent Accord.

Article X

Divers

10.1 Les **Partenaires** ne doivent pas afficher ou rendre public de quelque manière que ce soit le fait qu'ils fournissent ou ont fourni des services à l'UNOPS, ni utiliser le nom, le logo ou le sceau officiel de l'UNOPS ou des Nations Unies, ou toute abréviation du nom de l'UNOPS ou des Nations Unies, à des fins autres que celle de communiquer à propos de l'objectif du projet, de son avancement et de ses réalisations conformément aux directives relatives à l'image de marque fournies par l'UNOPS.

10.2 Le présent Accord et tout droit, obligation ou intérêt découlant des présentes ne peuvent être cédés, transférés ou autrement aliénés par l'une ou l'autre des Parties, à moins que l'autre Partie n'ait donné son consentement écrit préalable.

10.3 Aucun élément du présent Accord ou s'y rapportant ne doit être considéré comme une renonciation, expresse ou implicite, à tout privilège et toute immunité des Nations Unies ou de l'UNOPS.

10.4 Le présent Accord et tout accord écrit spécifique connexe constituent l'intégralité de l'accord des Parties en ce qui concerne l'objet du présent Accord et annulent et remplacent tous les accords antérieurs relatifs au même objet. L'inapplication par l'une des Parties d'une disposition du présent Accord ne constitue pas une renonciation à cette disposition ni à aucune autre disposition du présent Accord. La nullité ou le caractère non exécutoire d'une disposition du présent Accord ne saurait affecter la validité ou le caractère exécutoire d'aucune autre disposition du présent Accord.

Article XI

Entrée en vigueur

11.1 Le présent Accord peut être signé en plusieurs exemplaires, chacun d'entre eux étant considéré comme un original et l'ensemble des exemplaires dûment signés constituant un

¹ Appendice 1, Annexe A de l'Appel à propositions.

document entier, qui entre en vigueur et prend effet à la date à laquelle il est dûment signé par toutes les Parties.

EN FOI DE QUOI les soussignés, représentants dûment autorisés des Parties, ont conclu le présent Accord aux dates indiquées ci-dessous.

POUR L'UNOPS :

NOM DU PARTENAIRE 1

Signature

Signature

Nom

Nom

Titre

Titre

Date

Date

NOM DU PARTENAIRE 2

Signature

Nom

Titre

Date